



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
PADERBORN

Universitätsbibliothek Paderborn

Gedanken und Erinnerungen

Bismarck, Otto von

Stuttgart, 1905

III. Graf Peter Schuwalow schlägt ein deutsch-russisches Schutz- und Trutzbündniß vor.

[urn:nbn:de:hbz:466:1-47477](https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:hbz:466:1-47477)

Angeichts der Haltung der russischen Presse, der steigenden Erregtheit der großen Massen des Volkes, der Truppenanhäufung unmittelbar längs der preussischen Grenzen wäre es leichtfertig gewesen, den Ernst der Situation und der kaiserlichen Drohung gegen den früher so verehrten Freund zu bezweifeln. Daß Kaiser Wilhelm auf den Rath des Feldmarschalls von Manteuffel am 3. September 1879 nach Alexandrowo ging, um die schriftlichen Drohungen seines Neffen mündlich begütigend zu beantworten, widerstrebte meinem Gefühle und meinem Urtheil über das, was noth thue.

III.

Betrachtungen analog denen, welche den Versuch widerriethen, die complicirten Schwierigkeiten von 1863 auf dem Wege eines russischen Bündnisses zu lösen¹⁾, standen in der zweiten Hälfte der siebziger Jahre ebenfalls einer stärkern Accentuirung der russischen Freundschaft ohne Oestreich entgegen. Ich weiß nicht, in wie weit Graf Peter Schuwalow vor Beginn des letzten Balkankriegs und während des Congresses ausdrücklich beauftragt war, die Frage eines deutsch-russischen Bündnisses zu besprechen; er war nicht in Berlin beglaubigt, sondern in London, seine persönlichen Beziehungen zu mir gestatteten ihm aber, sowohl bei seinen vorübergehenden Berührungen Berlins auf der Durchreise wie während des Congresses mit mir alle Eventualitäten rückhaltlos zu besprechen.

Anfang Februar 1877 hatte ich von ihm ein längeres Schreiben aus London erhalten; meine Antwort und seine Erwiderung darauf lasse ich folgen²⁾:

¹⁾ S. o. S. 82 ff., Bd. I 303. 341.

²⁾ Der in der ersten Ausgabe nach dem Concept gedruckte Brief wird hier nach dem im „Wegweiser durch Bismarck's Gedanken und Erinnerungen“ veröffentlichten Original wiedergegeben. Er ist die Antwort auf einen Brief Schuwalow's vom 3. Februar 1877, den ich nach dem Original in dem „Wegweiser durch Bismarck's Gedanken und Erinnerungen“ S. 171 f. veröffentlicht habe. Die Urschrift des Bismarck'schen Briefes vom 15. Febr. 1877 hat mir Herr Consistorialrath Dalton zur Verfügung gestellt.

Berlin, le 15 février 1877.

Cher Comte,

Je vous remercie des bonnes paroles que vous avez bien voulu m'écrire et je sais gré au C^{te} Munster d'avoir si bien interprété en cette occasion les sentiments, qui dès notre première connaissance ont formé entre nous un lien qui survivra aux relations politiques, qui aujourd'hui nous mettent en rapport. Parmi les regrets que me laissera la vie officielle, celui qui naîtra du souvenir de mes conversations avec vous, sera des plus vifs.

Quel que soit l'avenir politique de nos deux pays, la part que j'ai prise à l'histoire de leur passé, me laissera la satisfaction, qu'au sujet de leur alliance, j'ai de tout temps été d'accord avec l'homme d'état le plus aimable parmi mes amis politiques. Tant que je resterai en place, je serai fidèle aux traditions qui m'ont guidé depuis 25 ans et qui sont identiques aux idées développées dans votre lettre au sujet des services que la Russie et l'Allemagne peuvent se rendre et se sont rendus mutuellement depuis plus d'un siècle sans que les intérêts particuliers à l'une et à l'autre en aient souffert. Deux voisins en Europe qui, pendant plus d'un siècle, n'ont pas éprouvé la moindre démangeaison d'hostilité, devraient de ce fait seul tirer la conclusion, qu'il n'y a pas d'intérêts divergents entre eux. Voilà la conviction que j'ai suivie en 1848, en 54, en 63 et dans la situation actuelle, et que j'ai fait partager à la grande majorité de mes compatriotes. C'est une oeuvre qu'il sera peut-être plus facile de détruire qu'il n'a été de la créer, surtout dans le cas où mes successeurs ne mettraient pas la même constance que moi à cultiver des relations dont l'habitude leur manquera, et pour le maintien desquelles il faut quelquefois faire abnégation d'amour-propre, et subordonner ses susceptibilités aux intérêts de son maître et de son pays. J'en sais quelque chose, mais je ne tiens pas compte des petites niches que me fait mon ancien ami et tuteur de

Pétersbourg¹⁾ ni de ses „flirtations“ avec Paris ou de celles d'Orlow. Un vieux routier de ma trempe ne se laisse dérouter par de fausses alarmes; mais sera-t-il de même avec les Chanceliers qui me suivront et auxquels je ne puis pas léguer mon sangfroid et mon expérience? Il semble peut-être plus facile d'égarer leur jugement politique par des journaux officieux, par des propos malveillants, par des lettres privées que l'on fait circuler. Un ministre allemand, auquel on fait entrevoir la facilité d'une coalition sur la base de la revanche, effrayé par l'idée de l'isolément, pourra tenter de se prémunir par des engagements maladroits, funestes même, mais difficiles à résoudre après coup. Il y a tant de force et de sécurité dans une alliance des deux empires, que je me fâche à l'idée seule, qu'elle pourrait être compromise un jour sans la moindre raison politique, uniquement par la volonté de quelque homme d'état qui aime à varier ou qui trouve le Français plus aimable que l'Allemand; sur cela je serais parfaitement de son avis, mais sans y subordonner la politique de mon pays. Aussi longtemps que je serai à la tête de nos affaires, vous aurez de la difficulté à vous défaire de notre alliance, mais ce ne sera plus longtemps. Ma santé s'en va rapidement. Je tâcherai de tenir tête à la diète qui s'ouvrira dans quelques jours et qui ne peut durer que quelques semaines. Immédiatement après la clôture je m'en irai aux eaux pour ne plus rentrer aux affaires. Je tiens le certificat de la faculté d'être „untauglich“, terme technique pour l'admission forcée à la retraite, et qui dans cette circonstance ne dit que la triste vérité.

Si Dieu me permet de jouir de quelques années de repos dans la vie privée, je vous demande la permission de continuer les bonnes relations d'amitié avec vous, cher Comte, que la vie officielle m'a permis de nouer, et en attendant je vous prie d'agréer l'expression des sentiments avec lesquels je vous suis sincèrement dévoué.

v. Bismarck.

¹⁾ Fürst Gortschakow.

Je vous demande pardon du retard de ma réponse, j'ai eu pendant une quinzaine de jours bien de la difficulté à écrire de ma main, une espèce de crampe, qui me gêne encore comme vous le verrez à mon écriture. Je n'ai pas voulu cependant me servir de la main d'un autre pour vous écrire.

Londres, le 25 févr. 1877.

Mon cher Prince,

J'ai été très profondément touché de votre si bonne lettre — seulement c'est un vrai remords pour moi que de penser à la peine que vous vous êtes donnée de l'écrire et au temps précieux (quand c'est le vôtre) qu'elle vous a coûté!

Cette lettre restera un des meilleurs souvenirs de ma carrière politique et je la léguerai à mon fils.

Eloigné depuis un an de Berlin et de Pétersbourg, le doute s'était emparé de moi.

Je pensais que ce qui avait existé — n'existait peut-être plus. Vous m'en donnez la preuve contraire. Je m'en réjouis en bon Russe et de tout mon coeur.

Si je n'avais pas retrouvé en vous, cher Prince, l'homme qui ne varie jamais ni en politique, ni dans sa bienveillance pour ses amis, — c'est alors pour le coup que j'aurais vendu mes fonds russes comme vous aviez voulu le faire il y a trois ans, parce que vous aviez une trop haute opinion de moi.

J'ai copié quelques passages de votre lettre, et les ai envoyés à mon Empereur. Je sais que cela lui fera plaisir de les lire. Toutes les fois qu'il s'est trouvé en contact direct avec vous, il en est résulté du bon et de l'utile; or lire ce que vous écrivez à quelqu'un que vous honorez du titre d'ami, c'est pour l'Empereur, comme s'il était en rapports directs.

Inutile d'ajouter que j'ai omis tout ce qui concernait Gortschakow, car j'ai considéré vos allusions à son égard comme une preuve de confiance dans ma discrétion.

Tout mal informé que je suis (et pour cause) de ce

que l'on veut à Pétersbourg, l'ajournement et le désarmement me paraissent probables.

La paix avec la Serbie et le Monténégro va être conclue, dit-on. Le grand-visir¹⁾ a adressé des lettres à Decazes et Derby pour leur déclarer que le Sultan²⁾ promet d'accomplir spontanément toutes les réformes demandées par la conférence. L'Europe va nous demander d'accorder du temps à la Turquie. Serait-ce le moment favorable pour nous de déclarer la guerre et de nous aliéner encore davantage les sentiments de l'Europe?

Des affaires particulières me réclament impérieusement en Russie; je compte demander un court congé aussitôt qu'une décision sera prise chez nous dans un sens ou dans l'autre. J'espère, mon cher Prince, que vous me permettrez de vous voir à mon passage par Berlin — j'y tiens énormément.

Excusez la longueur de cette lettre pour la raison que vous n'avez pas un seul mot à y répondre.

Recevez encore une fois, cher Prince, mes chaleureux remerciements pour votre „kindness“ et pour votre lettre, à laquelle je ne fais qu'une seule objection, c'est la façon dont vous parlez malheureusement de votre santé. — Dieu la soutiendra, j'en suis sûr, comme Il préserve tout ce qui est utile à des millions d'hommes et à la préservation de grands et de vastes intérêts.

Soyez assuré, cher Prince, que vous trouverez toujours en moi plus même qu'un admirateur, dont le nombre est assez grand sans moi, mais un homme qui vous est sincèrement attaché et dévoué de tout coeur.

Schouvaloff.

Noch vor dem Congress berührte Graf Schuwalow die Frage eines russisch-deutschen Schutz- und Trutzbündnisses und stellte sie direct. Ich besprach mit ihm offen die Schwierigkeiten und Aussichten, die die Bündnißfrage

¹⁾ Edhem Pascha.

²⁾ Abdul Hamid.

und zunächst, wenn der Dreibund der Ostmächte nicht haltbar wäre, die Wahl zwischen Oestreich und Rußland für uns habe. Er sagte unter Andern in der Discussion: „vous avez le cauchemar des coalitions“, worauf ich erwiderte: „nécessairement“. Als das sicherste Mittel dagegen bezeichnete er ein festes, unerschütterliches Bündniß mit Rußland, weil bei Ausschluß der letztern Macht aus dem Kreise unsrer Coalitionsgegner keine für uns lebensgefährliche Combination möglich sei.

Ich gab dies zu, sprach aber meine Befürchtung aus, daß die deutsche Politik, wenn sie ihre Möglichkeiten auf das russische Bündniß einschränkte und allen übrigen Staaten den russischen Wünschen entsprechend absagte, Rußland gegenüber in eine ungleiche Stellung gerathen könne, weil die geographische Lage und die autokratische Verfassung Rußlands diesem für das Aufgeben des Bündnisses stets mehr Leichtigkeit gewähre, als wir haben würden, und weil das Festhalten an der alten Tradition des preussisch-russischen Bundes doch immer nur auf zwei Augen stehe, d. h. von dem Gemüthsleben des jedesmaligen Kaisers von Rußland abhängige. Unsere Beziehungen zu Rußland beruhten wesentlich auf dem persönlichen Verhältniß beider Monarchen zu einander und auf dessen richtiger Pflege durch höfische und diplomatische Geschicklichkeit, respective Gesinnung der beiderseitigen Vertreter. Wir hätten das Beispiel gehabt, daß bei ziemlich hilflosen preussischen Gesandten in Petersburg durch die Geschicklichkeit von Militärbevollmächtigten, wie der Generale von Rauch und Graf Münster, die gegenseitigen Beziehungen intim geblieben wären, trotz mancher berechtigten Empfindlichkeit auf beiden Seiten. Wir hätten ebenso erlebt, daß jähzornige oder reizbare Vertreter Rußlands, wie Budberg und Dubril, durch ihre Haltung in Berlin und durch ihre Berichterstattung, wenn sie persönlich verstimmt waren, Eindrücke erzeugten, welche auf die gegenseitigen Gesamtbeziehungen zweier Völker von einundeinhalb Hundert Millionen gefährlich zurückwirken konnten.

Ich erinnere mich, daß Fürst Gortschakow mir, als ich in Petersburg Gesandter war und seines unbegrenzten Vertrauens mich erfreute, mitunter, wenn er mich warten ließ, noch unerbrochne Berliner Berichte zu lesen gab, bevor er selbst sie durchgesehen hatte. Ich war zuweilen erstaunt, daraus zu entnehmen, mit welchem Uebelwollen mein früherer Freund Budberg seiner Empfindlichkeit über irgend ein Erlebniß in der Gesellschaft oder auch nur dem Bedürfniß, einen witzigen Sarkasmus über Berliner Verhältnisse am Hofe und in dem Ministerium anzubringen, die Aufgabe der Erhaltung der gegenwärtigen Beziehungen unterordnete. Seine Berichte wurden natürlich dem Kaiser vorgelegt und zwar ohne Commentar und ohne Vortrag, und die kaiserlichen Randbemerkungen, von denen Gortschakow mir in der weitem geschäftlichen Correspondenz mitunter Einsicht gestattete, lieferten mir den zweifellosen Beweis, wie der uns wohlgesinnte Kaiser Alexander II. für die verstimmtten Berichte von Budberg und Dubril empfänglich war und daraus nicht auf die falsche Darstellung seiner Vertreter, sondern auf den in Berlin herrschenden Mangel an einsichtiger und wohlwollender Politik schloß. Wenn der Fürst Gortschakow mir derartige Dinge unerbrochen zu lesen gab, um mit seinem Vertrauen zu coquettiren, so pflegte er zu sagen: „Vous oublierez ce que vous ne deviez pas lire,“ was ich natürlich, nachdem ich im Nebenzimmer die Depeschen durchgesehen hatte, zusagte und, so lange ich in Petersburg war, auch gehalten habe, da es nicht meine Aufgabe war, die Beziehungen beider Höfe durch Anklagen gegen den Vertreter des russischen in Berlin zu verschlechtern, und da ich ungeschickte Verwerthung meiner Meldungen zu höfischen Intrigen und Verheßungen befürchtete.

Es wäre überhaupt zu wünschen, daß wir an jedem befreundeten Hofe durch Diplomaten vertreten wären, die ohne der Gesamtpolitik des eignen Vaterlands vorzugreifen, doch nach Möglichkeit die Beziehungen beider theiligten Staaten dadurch pflegten, daß sie Verstimmungen

und Klatsch nach Möglichkeit verschwiegen, ihr Bedürfniß, wichtig zu sein, zügelten und eher die förderliche Seite der Sache hervorhoben. Ich habe die Berichte unsrer Vertreter an deutschen Höfen höhern Orts oft nicht vorgelegt, weil sie mehr die Tendenz hatten, pikant zu sein oder verstimrende Aeußerungen oder Erscheinungen mit Vorliebe zu melden und zu würdigen, als die Beziehungen zwischen beiden Höfen zu bessern und zu pflegen, so lange letzteres, wie in Deutschland stets der Fall ist, die Aufgabe unsrer Politik war. Ich habe mich für berechtigt gehalten, aus Petersburg und Paris Dinge, die zu Hause nur zwecklos verstimmen konnten oder sich lediglich zu satirischen Darstellungen eigneten, zu verschweigen, und als ich Minister war, dergleichen allerhöchsten Orts nicht vorzulegen. In der Stellung eines Botschafters am Hofe einer Großmacht findet die Verpflichtung zur mechanischen Berichterstattung über alle am Domicil des Botschafters vorkommenden thörichten Reden und Bosheiten nicht Anwendung. Ein Botschafter nicht nur, sondern auch jeder deutsche Diplomat an einem deutschen Hofe, sollte nicht Berichte schreiben, wie sie Budberg, Dubril aus Berlin, Balabin aus Wien nach Hause sandten in der Berechnung, daß sie als wichtig mit Interesse und mit selbstgefälliger Heiterkeit gelesen würden, sondern er sollte sich, so lange die Verhältnisse freundlich sind und bleiben sollen, des Gezens und Klatschens enthalten. Wer nur das Förmliche des Geschäftsganges im Auge hat, wird es allerdings für das Wichtigste halten, daß der Gesandte rückhaltlos meldet, was er hört, und es dem Minister überläßt, über was er hinwegsehen und was er betonen will. Ob das aber sachlich zweckmäßig ist, hängt von der Persönlichkeit des Ministers ab. Da ich mich für ebenso einsichtig hielt wie Herrn von Schleinitz und einen tiefern und gewissenhaftern Antheil an dem Schicksal unsres Landes nahm als er, so habe ich mich für berechtigt und verpflichtet gehalten, manches nicht zu seiner Kenntniß zu bringen, was in seinen Händen Verhehungen und Intrigen am Hofe

im Sinne einer Politik dienen konnte, die nicht die des Königs war.

Ich kehre von dieser Abschweifung zu den Besprechungen zurück, die ich zur Zeit des Balkankriegs mit dem Grafen Peter Schuwalow gehabt habe. Ich sagte ihm, daß wir, wenn wir der Festigkeit eines Bündnisses mit Rußland die Beziehungen zu allen andern Mächten zum Opfer brächten, uns bei acuten Vorkommnissen von französischer und östreichischer Revanchelust bei unsrer exponirten geographischen Lage in einer gefährlichen Abhängigkeit von Rußland befinden würden. Die Verträglichkeit Rußlands mit Mächten, die nicht auch ohne sein Wohlwollen bestehen könnten, hätte ihre Grenzen, namentlich bei einer Politik wie die des Fürsten Gortschakow, die mich mitunter an asiatische Auffassungen erinnerte. Er habe oft jeden politischen Einwand einfach mit dem Argumente niedergeschlagen: „l'empereur est fort irrité“, worauf ich ironisch zu antworten pflegte: „Eh, le mien donc!“ Schuwalow bemerkte dazu: „Gortschakoff est un animal“, was in dem Petersburger Jargon nicht so grob gemeint ist, wie es klingt, „il n'a aucune influence“; er verdanke es überhaupt nur der Achtung des Kaisers vor dem Alter und dem frühern Verdienste, daß er formell noch die Geschäfte führe. Worüber könnten Rußland und Preußen ernsthaft jemals in Streit gerathen? Es gebe gar keine Frage zwischen ihnen, die wichtig genug dazu wäre. Das letztre gab ich zu, erinnerte aber an Olmütz und den siebenjährigen Krieg, man gerathe auch aus unwichtigen Ursachen in Händel, sogar aus Formfragen; es würde manchen Russen auch ohne Gortschakow schwer, einen Freund als gleichberechtigt zu betrachten und zu behandeln, ich wäre in dem Punkte der Form persönlich nicht empfindlich — aber das jetzige Rußland habe bis auf Weiteres nicht bloß die Formen, sondern auch die Ansprüche Gortschakow's.

Ich lehnte die „Option“ zwischen Oestreich und Rußland auch damals ab und empfahl den Bund der drei Kaiser oder doch die Pflege des Friedens zwischen ihnen.